

**« LA MONTÉE DES POPULISMES » ET LES MOTS-CLICHÉS
(Novembre 2018)**

Pierre Guerlain, Université Paris X Nanterre

Partout dans les médias dominants de qualité, on lit et on entend parler de la « montée des populismes », de la « haine » ou de « phobies » qui affectent l'espace public. Il est indéniable que les idées d'extrême droite ont le vent en poupe des États-Unis au Brésil mais aussi en Hongrie, Pologne, Japon, Israël, Argentine....

Il importe donc d'abord de formuler le meilleur diagnostic pour expliquer l'émergence de discours, pratiques et politiques qui tournent le dos au respect de la personne humaine et donc de la démocratie non définie par les seules élections. Il est significatif, dans ce contexte, que Pankaj Mishra, l'auteur de [*The Age of Anger*](#), analyse la permanence de la violence et du racisme dans le contexte des pratiques occidentales sans recourir au concept mou de « populisme ».

L'expression « montée des populismes » met dans le même sac des mouvements dits de droite et des mouvements dits de gauche. Certains, aux États-Unis n'hésitent pas à mettre Sanders et Trump dans cette enveloppe très protéiforme. Sanders pourtant n'a jamais fait de déclaration raciste, sexiste ou homophobe mais son discours sur la justice sociale le fait classer parmi les populistes honnis.

Cette expression gomme les différences énormes qui existent entre régimes plus ou moins autoritaires et gomme aussi les choix économiques fort différents des « populistes ». Au Brésil, l'alliance entre les marchés, les néolibéraux et Bolsonaro qui tient des propos fascisants montre que néolibéralisme et tyrannie ne sont pas nécessairement opposés.

Les *Chicago Boys* autour de Pinochet avaient fait la démonstration que libéralisme économique et dictature meurtrière pouvaient marcher main dans la main. [Hayek, le pape du libéralisme](#) économique, l'avait du reste explicitement déclaré au journal *El Mercurio* du 2 avril 1981 : il disait préférer un dictateur libéral à un gouvernement démocratique non libéral. Personne ne disait après le 11 septembre 1973 que Pinochet était un « populiste » mais on parlait de dictature, de fascisme ou de totalitarisme. Les innovations sémantiques récentes n'éclairent pas beaucoup. La disparition du mot réactionnaire est regrettable, le vocable « ultra-conservateur » est trompeur.

On ne parlait pas de « populisme » pour Hitler, Staline ou Mao les grands criminels totalitaires du 20ème siècle. L'expression « montée des populismes » est employée par les partisans du centre social-libéral ou néolibéral, ceux que Tariq Ali évoque sous le terme « d'extrême centre ». Ainsi Macron n'est-il pas lui-même un populiste, ou plutôt un « [plouto-populiste](#) », un terme utilisé par Martin Wolf du [Financial Times](#) et Chomsky en référence à Trump ? Macron est, en effet, un partisan de la domination de la finance qui emprunte parfois le langage populaire pour faire peuple. Lorsqu'il évoque « le pognon de dingue » des aides sociales et enrichit les riches, il combine rhétorique populiste et ploutocratie.

La Chine est depuis longtemps un régime tyrannique qui met au pas ses dissidents mais l'expression « montée des populismes » ne s'applique pas à elle car elle n'est jamais passée par la case « démocratie libérale occidentale ». L'autoritarisme de la Russie a de longues racines historiques mais a aussi été grandement favorisé par les actions des États-Unis qui ont infligé une période de libéralisme exarcebé avec Eltsine puis poussé pour étendre l'OTAN, contrairement aux promesses faites à Gorbatchev. En d'autres termes, « la montée des

populismes » est souvent la résultante d'actions et décisions prises par ceux-là mêmes qui déplorent le populisme. Hayek est l'un de ceux qui ont créé le terreau du « populisme ». Pour lutter contre les autoritarismes, il vaut mieux ne pas les favoriser ou les soutenir.

Il n'y a pas de « montée des populismes » en Arabie saoudite ou en Égypte mais des régimes dictatoriaux soutenus par l'Occident, y compris lorsque ces régimes violent les droits humains ou soutiennent des terroristes. Jan-Werner Müller a consacré un livre à la définition du populisme, *What is Populism?*, dans lequel le rejet du pluralisme joue un rôle central. Dominique Vidal et Bertrand Badie ont, quant à eux, publié un *État du monde 2019* qui s'intitule *Le Retour des populismes* dans lequel ils abordent la question de la diversité des populismes. Néanmoins, on peut être d'accord avec la déclaration [d'Edgar Morin en 2013](#) : « Le mot "populisme" mis à toutes les sauces perd toute signification et empêche tout diagnostic pertinent ».

Les discours et politiques démagogiques, anti-démocratiques, autoritaires ou totalitaires doivent être analysés historiquement et leurs causes saisies dans un contexte spécifique. Le populisme de Poutine n'a pas grand-chose à voir avec celui de Bolsanaro. L'expression « montée des populismes » suggère un phénomène quasi-naturel, comme une montée de la marée, qui en s'appliquant à des contextes fort différents perd tout sens. Elle permet cependant de traduire en langage moral un positionnement politique : « populiste » devient synonyme de mauvais, nauséabond, méchant. Ce que sont la plupart des régimes politiques évoqués plus hauts mais pour des raisons fort différentes et parfois grâce au soutien des dénonciateurs du populisme. Pour délégitimer un adversaire il suffit aujourd'hui d'affirmer qu'il (ou elle) est « populiste » ou « complotiste » sans preuve ou discussion. Ces mots peuvent ainsi devenir des insultes pour éviter le débat d'idées.

Le mot « haine » a aussi pris une extension problématique. Tout d'abord, l'utilisation de termes de psychologie pour analyser des phénomènes politiques est problématique car la psychologie ne peut rendre compte de tout un contexte politique. La psychologie de Trump, certes intéressante en soi pour un psychologue, est un facteur d'explication du désastre qu'il représente mais ne peut retracer la longue dérive des Républicains américains ni l'histoire du racisme aux États-Unis. Trump, du reste, est plutôt un pervers narcissique qu'un homme animé par la haine.

Hannah Arendt avait parlé de la « banalité du mal » pour Eichmann un des grands criminels nazis. Elle disait qu'Eichmann ne pensait pas, il suivait un système d'extermination sans affect. Ce n'est pas la haine qui l'animait mais une servilité aveugle et une absence totale d'empathie. Trump ne hait pas forcément tous ceux, nombreux, qu'il désigne comme ses ennemis. Il ne hait pas les enfants qu'il sépare des parents à la frontière mexicaine. Sa cruauté est celle du pervers narcissique qui n'a aucune empathie, pas plus pour les enfants yéménites qui meurent de famine que pour les cols bleus qui sont une partie de sa base électorale à qui, en bon oligarque, il ne fait pas de cadeau.

Les grands criminels sont plutôt des monstres froids que des personnages haineux. Staline ne haïssait pas tous ceux qu'il a envoyés au goulag et Mao ne haïssait pas les millions de Chinois qu'il a précipités dans la mort. Trump ne se soucie que de l'image de gagnant qu'il donne. On peut supposer qu'il est incapable d'amour même pour les siens, et un psychanalyste pourrait montrer que, dans son narcissisme pervers paranoïaque, il ne s'aime pas lui-même. La haine, qui peut être une forme inversée d'amour, suppose un rapport à l'autre que les grands criminels ont du mal à établir.

Ce que les grands criminels savent faire, c'est scénariser la haine, un peu comme lors des « deux minutes de haine » dans *1984*, le roman de George Orwell. Donc il est vrai que les démagogues attisent la haine mais leur criminalité s'articule le plus souvent à un manque d'affect, une absence d'empathie et une cruauté sans borne qui découle de leur narcissisme.

Une politique anti-haine pourrait s'articuler sur l'amour, de façon chrétienne, ce que Martin Luther King prônait. Mais King ne prêchait pas dans le vide, il organisait des manifestations, des démonstrations de soutien aux grévistes et son discours était éminemment politique. Il ne s'arrêtait pas à la psychologie, ni même au discours religieux mais ancrant sa parole dans le réel.

Il en va de même avec le mot « phobie » qui a pris une extension fort étrange. Chaque attaque criminelle contre un groupe, chaque atteinte à la dignité humaine, génèrent la création d'un néologisme se terminant en « phobie ». Le dernier en date étant, à ma connaissance, « glottophobie » pour pénaliser la moquerie visant des accents différents. Le mot « phobie » est cependant erroné : le phobique cherche à éviter l'objet de sa peur. L'antisémite ne souffre donc pas de « judéophobie » mais d'un préjugé qui peut devenir criminel, de même pour « l'islamophobie », « l'homophobie » qui sont, soit des préjugés, soit des actes criminels qui tombent sous le coup de la loi.

Le mot « phobie » en psychologisant un phénomène politique le transforme en défaut personnel qu'il s'agit de corriger par un genre de psychothérapie. Si quelqu'un souffre de phobie mais n'est pas violent, si son préjugé ne conduit à aucune déclaration ou action, en somme si sa phobie reste personnelle et non agissante, ce n'est pas un problème politique. Par contre, tous les actes dictés par un préjugé ou une paranoïa se combattent comme tous les crimes. La psychologisation dépolitise et déresponsabilise. Un phobique est malade, quelqu'un qui attaque des personnes LGBT est un criminel.

Pour lutter contre la haine fabriquée par les grands démagogues ou les tyrans, le discours, surtout moralisateur n'est pas efficace. La déploration de « la montée des populismes » ne change rien aux évolutions politiques. Par contre, changer les conditions d'émergence de la haine ou du populisme a bien plus d'effet. Des politiques néolibérales qui créent de l'inégalité et de la misère, mais s'accompagnent de leçons de morale sur la haine et le populisme, sont non seulement inefficaces mais hypocrites. La haine ou le populisme ne se développent qu'en terrain favorable et c'est là qu'il faut intervenir en priorité.

Les médias dominants de qualité ont raison de s'inquiéter des évolutions politiques actuelles qui représentent un « [mai 68 à l'envers](#) », comme le dit Pierre Rimbert. Néanmoins les incantations, postures ou discours convenus n'ont aucune prise sur le réel. Pour arrêter la montée des démagogues et le triomphe du mécanisme du bouc émissaire, des politiques de justice sociale et environnementale, d'imposition des plus riches, de lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscale, d'inclusion urbaine sont nécessaires. En d'autres termes, des plans Marshall pour les banlieues, les mal-logés, la défense de l'environnement sont plus avisés que de belles paroles moralisatrices mais peu crédibles. Lutter contre la haine ou le populisme coûte cher mais moins que la gestion des conflits et de l'inégalité.

En sus des réponses socioéconomiques, un récit d'espoir mobilisateur est capital, un récit que Lula au Brésil avait su porter. Andrés Manuel López Obrador, élu président du Mexique, a lui aussi su mettre la solidarité à la place du ressentiment. La « haine » peut se transformer en « vivre ensemble » lorsque des dirigeants savent parler à tous ceux qui sont marginalisés et donc des proies faciles pour les démagogues.

Revenons à Hannah Arendt, pour lutter contre la banalité du mal, seule l'action politique et économique portera ses fruits. Elle parlait aussi de l'alliance entre « la populace et le capital » (mob and capital) pour évoquer les origines du totalitarisme. Il s'agit de dénouer cette alliance en transformant la « populace », c'est à dire dans son vocabulaire, les exclus, en moteur de la solidarité, comme cela s'est déjà passé. Le [Portugal](#) est un exemple actuel qui montre que l'on peut combattre le néolibéralisme, la haine et le populisme par des politiques sociales de gauche.

Un monde avec moins de milliardaires mais plus de partage de l'emploi, un monde avec plus de logements abordables dans les grandes villes et moins de ghettos dorés, un monde où les

plus pauvres ne sont pas condamnés à vivre près des décharges ou dans des taudis est un monde où le terreau de la « haine », de la « phobie » et du « populisme » est contenu.

Le néolibéralisme qui libère les inégalités et la misère n'offre que de belles paroles contre les maux qu'il dit combattre. La réponse à ces phénomènes apparemment psychologiques est sociale et politique. [Sanders l'avait compris lors](#) de l'élection américaine de 2016 alors que Clinton déployait le discours moralisateur déconnecté des réalités de la domination économique. On sait que la triche interne au parti démocrate a contribué à faire échouer Sanders lors des primaires.

Aujourd'hui alors que la montée de l'autoritarisme est mondiale la réponse doit aussi être mondiale, au niveau de chaque État-nation mais aussi dans un cadre planétaire. Au-delà des personnes et pour dépasser les déclarations des belles âmes donneuses de leçons, ce qu'il importe de faire est très concret. Investir massivement dans l'égalité non seulement sociétale, ce que font les néolibéraux, mais sociale en direction de tous ceux que les tyrans démagogiques encouragent à la haine en leur suggérant des boucs émissaires.

Cette chronique est réalisée en partenariat rédactionnel avec la revue *Recherches internationales* à laquelle collaborent de nombreux universitaires ou chercheurs et qui a pour champ d'analyse les grandes questions qui bouleversent le monde aujourd'hui, les enjeux de la mondialisation, les luttes de solidarité qui se nouent et apparaissent de plus en plus indissociables de ce qui se passe dans chaque pays.

6, av. Mathurin Moreau; 75167 Paris Cedex 19

Site : <http://www.recherches-internationales.fr/>

Mail : recherinter@paul-langevin.fr

Abonnements 4 numéros par an : 55 Euros, Étranger 75 Euros